

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 — Le numéro, 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES. 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co.
 Place de la Bourse, 8.
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12.
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

| | Hausse | Baisse |
|--------------------------|----------|---------|
| 3 0/0 | 79 » | » 15 » |
| 3 0/0 amortiss. | 80 70 | » 20 » |
| 4 1/2 0/0 1883 | 108 45 | » 20 » |
| Cons. anglais | 99 15/16 | » 3/16 |
| Italie | 94 40 | » 1/8 » |
| Flor. autric. (or) | 87 1/2 | » » |
| Esp. Extér. nouv. | 56 1/4 | » » |
| Egyptien 6 0/0 | 321 25 | » » |
| Ch. Egyptiens | 437 50 | » 2 50 |
| Turc 4 0/0 (nouv.) | 13 60 | » » |
| Banque ottomane | 481 25 | » 1 25 |

PARIS, 14 OCTOBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

INTÉRIEUR

Nous savons que le gouvernement a reçu les plus mauvaises nouvelles du Tong-King. M. le général Camponen les cache et ne les livre au public que vers midi quand les élections seront bien terminées. La manœuvre électorale imaginée par le ministre de la guerre pourrait bien lui retomber lourdement sur la tête; M. Jules Ferry n'a pas épuisé toute l'exécution que peut avoir un cœur français; il en restera encore pour mander ceux qui, persistant dans une politique néfaste, auront compromis notre armée, en l'envoyant se décimer loin de nos frontières.

Nous savons qu'une note officielle va être adressée aux journaux par l'intermédiaire de l'agence Havas pour expliquer que les nombreux envois de troupes qui vont s'effectuer d'ici à la fin du mois n'ont pour but que de combler les vides qui se sont produits dans les rangs du corps expéditionnaire à la suite d'un dur combat dans lequel les soldats de la classe récemment libérée, et ceux parvenus aux termes de la durée de leur service colonial.

(De notre correspondant particulier)

Bar-le-Duc, 14 octobre.
 Le préfet de la Meuse refuse de communiquer aux électeurs et à la presse le procès-verbal de la séance publique du recensement général des votes du département pour la journée du 4 octobre.
 Somme par lui-même a été faite hier à la requête d'un électeur. Le préfet a répondu qu'il en référerait au ministre de l'intérieur et rendrait réponse aujourd'hui. Ce matin, le préfet répond qu'il ne communiquera le procès-verbal de la séance de recensement des votes qu'autant qu'on lui opposera un texte formel de loi l'obligeant à cette communication.
 D'après le bruit public, les résultats primitivement annoncés seraient inexacts, les résultats réels seraient plus favorables aux conservateurs.

Au Palais

COUR D'ASSISES DE LA SEINE

L'audience est présidée par M. Gautier. M. l'avocat général Harel occupe le siège du ministère public.
 Ribout est introduit. C'est un homme de trente-cinq ans à la figure énergique. Il porte toute la barbe blonde. Il est correctement vêtu de noir.
 L'interrogatoire ne révèle aucun fait nouveau.
 Ribout se défend d'avoir eu des rapports avec Lucie Quiot avant son mariage. Il reconnaît avoir fait tourner des tables pour taquiner Lucie Quiot, mais il ne s'est pas posé à l'esprit « des questions relatives à la mort prochaine de sa première femme. Il ne s'est jamais consulté une somnambule.
 « Si je me suis servi d'un subterfuge pour me procurer de la cochenille c'est que je voulais faire des teintures nouvelles et que moi-même j'avais assuré que je ne pourrais en rien procurer qu'à l'aide d'une ordonnance de médecin. » Il affirme n'avoir pas signé l'ordonnance d'un nom, mais bien apposé un simple paraphe illisible.
 Il nie énergiquement que la lettre trouvée en possession de Touzet soit celle qu'il ait écrite.

Incident

Un juré demande comment il se fait que Ribout n'ait pas reculé devant ce procédé odieux de simuler une ordonnance pour se procurer un produit industriel, alors que sa femme était malade.
 M. l'avocat général demande à M. Demange ce qu'il compte faire en présence de cette question du juré qui contient une appréciation.
 M. Demange déclare retenir la déclaration. Il réserve l'usage qu'il pourra en faire.
 L'audience est suspendue.
 Il se pourrait que l'incident précité déterminât la remise de l'affaire à une autre session.

En Orient

Constantinople, 14 octobre.
 Les ambassadeurs sont tombés d'accord sur un nouveau texte de déclaration. Cette déclaration sera remise ce soir à la Porte. Elle sera aussi envoyée à Sofia par note collective.

EXTÉRIEUR

Londres, 14 octobre.
 Lord Salisbury, en réponse à une question qui lui avait été adressée par le club conservateur de Dublin, annonce que les élections générales auront lieu probablement vers le 17 novembre.
 On mande de Berlin, 13 octobre, au Daily Telegraph, que M. de Hatzfeld succéderait très probablement à M. de Munster en qualité d'ambassadeur d'Allemagne à Londres.

Madrid, 13 octobre.

Aujourd'hui seulement sont partis pour Rome les documents relatifs à l'affaire des Carolines. La médiation officielle du Pape commencera aussitôt après la remise de ces documents.
 L'Allemagne semble vouloir éviter un arrangement direct avec l'Espagne.

INFORMATIONS

Après avoir pris les instructions du ministre de la marine, le vice-amiral Lafont, nommé au commandement en chef de l'escadre de la Méditerranée, partira samedi pour Toulon.

Cet officier général prendra son commandement le mardi 20 courant.

Suivant l'usage adopté, le prédécesseur du vice-amiral Lafont, le vice-amiral Duperré adressera un ordre du jour d'adieu aux officiers et marins placés sous ses ordres.

Le comte de Munster, le nouvel ambassadeur d'Allemagne, est attendu à Paris, à la fin du mois; il présentera ses lettres au président de la République et repartira ensuite pour Londres.

M. de Munster ne doit s'installer définitivement à Paris qu'à la reprise des travaux parlementaires.

Il se confirme que l'une des premières questions qui sera soumise au conseil municipal de Paris, aussitôt après sa rentrée, est celle de la création de ressources extraordinaires destinées à continuer les grands travaux de la capitale.

Le cabinet Brisson désire que la municipalité parisienne ait, le plus tôt possible, à sa disposition les ressources nécessaires pour ouvrir de nouveaux chantiers et atténuer la crise ouvrière.

Il reste à savoir si les membres du conseil municipal admettront les modifications réclamées par le gouvernement dans leur délibération primitive.

Nous espérons que oui, et cela dans l'intérêt des nombreux travailleurs parisiens qui sont aujourd'hui victimes du chômage.

On annonce de source sérieuse que la Russie et l'Allemagne se montrent disposées à donner carte blanche à la Turquie pour le rétablissement du statu quo ante en Roumélie, et par conséquent dans la principauté bulgare; la Porte négocierait, en ce moment, avec la Grèce et la Serbie en vue d'une entente et, au besoin, d'une action commune ayant pour objet de faire rentrer dans le devoir les Rouméliotes et le prince de Battenberg.

Si cette combinaison aboutit, l'Europe ne pourra que s'en féliciter. Seule, en effet, elle est morale et politique. Morale, parce qu'elle n'accorde aucune récompense à une déloyale insurrection. Politique, parce qu'elle respecte sérieusement les stipulations du traité de Berlin qui seraient, quel qu'on dise, atteintes par l'union personnelle, et qu'elle impose silence aux réclamations de la Serbie et de la Grèce uniquement fondées sur les agrandissements directs ou indirects de leur pays.

Il serait heureux pour la paix du monde qu'un pareil exemple fût donné. L'honneur en reviendrait en grande partie à la sagesse et à l'élévation d'esprit du czar que la conduite du prince régnant de Bulgarie, bien que conforme aux aspirations générales de la politique russe, a blessé par son manque de franchise et son allure révolutionnaire.

L'enseignement serait profitable pour ces petites nationalités remuantes, pour promptes à abuser de l'indulgence peut-être prématurée qui les a appelées au rang d'entités politiques. Enfin l'on pourrait croire que l'Europe s'est retrouvée, qu'elle s'est lassée de voir mépriser ses décisions solennelles, qu'elle a compris que la crise dont elle souffre, tant au point de vue politique qu'au point de vue commercial et industriel, ne peut être guérie que par l'observation rigoureuse des traités et la fermeté des grandes puissances. Trop souvent, elles se sont montrées faciles à excuser les tentatives de désordre. Elles en ont souffert non seulement dans leur considération politique, mais dans leurs intérêts matériels. En changeant de méthode, elles modifieront à leur grand avantage la situation qui soulève de tous côtés tant de plaintes légitimes. Nous souhaitons que les cabinets le voient clairement et agissent en conséquence.

La conférence de Constantinople n'a pas encore officiellement avoué son impuissance, mais la situation devient chaque jour plus tendue. Les armements sont poussés avec activité, en Serbie, en Grèce et en Turquie.

Le gouvernement ottoman a contracté un gros emprunt à la Banque ottomane en donnant comme garantie le chemin de fer de Smyrne à Canak; de son côté, la Serbie aurait trouvé des ressources financières en Autriche. Les nouvelles qui nous parviennent de Belgrade ajoutent même que, d'accord avec la Laenderbank, le Comptoir d'escompte de Paris aurait pris l'engagement de fournir 25 millions au gouvernement serbe. Nous sommes très incrédules en ce qui concerne le Comptoir d'escompte. Nous connaissons trop le patriotisme éclairé de ceux qui dirigent cet établissement pour supposer qu'ils se soient prêtés à une opération financière qui aurait pour résultat de fournir à un prince, fort peu digne d'intérêt, les moyens de troubler la paix de l'Europe. Le Comptoir d'escompte a obtenu dernièrement du gouvernement turc la concession des lignes ferrées qui doivent relier les chemins de fer serbes

aux chemins de fer ottomans; il est donc tenu de garder une neutralité dont, nous en sommes certains, il ne songe point à sortir.

La République française termine un long article, dans lequel ce journal tend à démontrer que tout est pour le mieux dans la plus tranquille des colonies, par ces mots : « Franchement, nous ne pouvons parvenir à comprendre pourquoi le ministère de la guerre laisse courir ces bruits fâcheux au lieu de donner aux rapports mensuels du général de Courcy la plus large publicité ? »

La République française n'étant pas de ceux qui pèchent par ignorance et par naïveté, nous ne devons voir dans l'article que nous venons de citer et dans l'entêtement voulu qui le termine, qu'une nouvelle tentative destinée à donner le change à l'opinion publique sur notre véritable situation au Tong-King.

Si le ministre de la guerre s'obstine à ne point publier les rapports du général de Courcy, c'est que ses rapports seraient la déolante confirmation de tout ce que nous avons dit ici, c'est qu'ils révéleraient les découragements et les inquiétudes du commandant de nos forces dans l'Indo-Chine, c'est qu'ils prouveraient qu'en dépit des dénégations de l'agence Havas, des renforts sont demandés et qu'on en organise l'envoi.

De reste, ce n'est pas dans les journaux conservateurs que nous avons besoin de chercher des renseignements de nature à justifier et nos craintes et les démentis que nous donnons chaque jour ici à l'opinion officielle.

Voici ce que dit le Temps — dont le nom figure parmi les journaux qui patronnent la liste de l'Alliance opportuniste :

Le grand transport de l'Etat, le Bien-Hoa partira de Brest, le 20 octobre, avec des passagers civils et militaires pour le Tong-King.

À Alger, l'embarquement de 650 hommes, tirailleurs algériens, légion étrangère, zouaves et soldats du bataillon d'Afrique à destination du corps du Tong-King.

Le steamer du commerce qui part régulièrement de Toulon pour le Tong-King le 5 de chaque mois prendra également 500 hommes en Algérie.

On le voit, l'expédition de troupes continue sans relâche, et nous avons raison quand nous affirmons que, dans un but purement électoral, le gouvernement cache la vérité et continue la politique de mensonges inaugurée par l'opportuniste Ferry !

VIVE LA LOGIQUE, MONSIEUR !

Constatant l'échec subi, le 4 octobre, par les républicains, le Temps déclarait qu'il ne fallait pas l'attribuer uniquement à la folie du Tong-King :

Cette raison, disait-il, n'a été ni la seule, ni même la plus forte de celles qui ont jeté une partie du pays dans l'opposition; la Tunisie avait donné lieu aux mêmes attaques sans que la République en fût ébranlée. Si l'on considère, en effet, que la Bretagne et la Flandre nous échappent presque entières, on ne peut s'empêcher de penser que la politique religieuse en est la principale cause. Nous n'avons pas été les derniers à faire pressentir cette conséquence certaine des passions de la Chambre et des tendances du gouvernement dans cette matière. Le déchaînement du budget des cultes, les taquineries à la fois irritantes et stériles contre le clergé ont tourné contre nous non seulement les individus qui en étaient directement victimes, mais bien des gens qui, sans être fanatiques ni même pratiquants, ont une famille dans laquelle les idées, les traditions, les habitudes religieuses occupent une certaine place ou sont tout au moins l'objet d'un certain respect. Les cléricaux de la libre-pensée, que la Chambre a trop souvent écoutés, ont fini par agacer cette catégorie de citoyens dont le penchant naturel serait de soutenir le gouvernement existant quel qu'il fût et par les pousser du côté de l'opposition. Ayant d'ailleurs à choisir, pour manifester leur mécontentement, entre les conservateurs et les radicaux, il est clair qu'ils ont préféré les conservateurs.

Le Temps estimait, du reste, qu'il n'y avait pas péril en la demeure et que le mal pourrait se réparer, si la majorité républicaine et le gouvernement comprenaient l'avertissement que venait de leur donner le suffrage universel, la dure mais salutaire leçon qu'ils s'étaient imprudemment attirée.

Connaissait-il donc assez peu son parti pour s'imaginer qu'un tel langage serait entendu ? Comme si les républicains ne connaissent au pays le droit de penser autrement qu'eux !

Si le Temps avait quelques illusions à cet égard, il a déjà dû les perdre.

M. Floquet vient de lancer son programme, qui est un programme de gouvernement. Car M. Floquet est l'homme de la situation. C'est lui qui va, paraît-il, remplacer M. Brisson. Il devra, en cette qualité, recevoir l'impératrice de Russie, dont on annonce la prochaine arrivée au château d'Eu. (Vivela Pologne, Madame !) Or, M. Floquet daigne convenir que le parti républicain a été touché par le vote du 4 octobre. Mais il se hâte d'ajouter : « Cette leçon nous profitera. »

— A la bonne heure ! pensez-vous : voilà un homme raisonnable et dont le Temps doit être satisfait.

Attendez la suite : « Il ne faut persécuter ni même parler de persécution qui que ce soit. Il faut respecter toutes les opinions, même religieuses... »

— Eh bien ! La suite vaut encore

mieux que le commencement ! Le respect des opinions religieuses, c'est ce qui vient de demander le suffrage universel ; et M. Floquet le comprend.

— Attendez la fin : « Mais il ne faut pas oublier, et la leçon actuelle nous confirme dans cette expérience, combien est toujours puissante l'organisation cléricale, qui est installée sur le domaine politique lui-même. Il importe que cette organisation radicale soit dépourvue au plus tôt de son autorité officielle... Il est temps de dire : L'Etat se sépare de l'Eglise. »

N'est-ce pas admirablement raisonné ? En « déchequant » le budget des cultes, comme dit le Temps, nous avons indisposé l'opinion, agacé même les indifférents, et triplé les forces de l'opposition : c'était une faute; nous le reconnaissons, et nous sommes prêts à la réparer. Qu'on soit tranquille; nous ne déchequerons plus le budget des cultes : nous allons le supprimer !

M. Poirier, le héros de la comédie d'Emile Augier, voulait bien « protéger les arts — mais les artistes, non ! » Nous saurons distinguer, comme lui, entre la religion et ses ministres. La religion, nous la respectons, nous ne voulons pas qu'on parle seulement de la persécuter; mais le clergé, c'est une autre affaire : nous allons le mettre sur le pavé.

Les électeurs ont protesté, le 4 octobre, contre la politique ruineuse qui a doublé leurs impôts. Nous allons donc leur imposer une charge nouvelle, en leur laissant le soin de payer les frais du culte. Et quand nous aurons ainsi profité de la leçon qu'il vient de nous donner, le pays nous reviendra infailliblement... Vive la logique, monsieur !

LE GOUVERNEMENT ET LES ÉLECTIONS

Les républicains affolés ont résolu de ne rien négliger pour effrayer les électeurs et les délégués, n'importe par quels moyens, des candidats conservateurs.

La première manifestation du système d'intimidation auquel on s'est arrêté a consisté dans cette menace d'invalidation des députés de la droite, dont nous avons parlé, menace qui fut lancée par des journaux officieux, et qui constitue un outrage au suffrage universel. — Le mépris public en a fait justice.

Aujourd'hui, le gouvernement se découvre et intervient directement pour tâcher d'effrayer le pays.

Il fait répandre le bruit que les préfets ont envoyé des rapports portant que nos candidats répandaient de fausses nouvelles, et que les préfets avaient, en conséquence, reçu des ordres leur enjoignant de réagir avec la dernière énergie contre ce qu'ils appellent des manœuvres conservatrices.

En fait de manœuvres électorales, c'est le gouvernement lui-même qui en fait une en ce moment.

Quelles sont donc les fausses nouvelles répandues par les conservateurs ? M. Almain-Targé serait bien embarrassé pour le dire.

Le ministre de l'intérieur s'efforce purement et simplement de troubler et de terroriser les électeurs, et pour cela il ne recule pas devant les procédés les plus suspects et les actes les plus arbitraires. Mais le suffrage universel saura bien lui-même venger les insultes dont il est l'objet de la part des républicains.

PRESSION ÉLECTORALE

Terrifiés par le vote du 4 octobre, les républicains emploient tous les moyens pour disputer le terrain aux conservateurs.

Partout on leur d'odieuses pressions administratives.

En Corse, pour ne citer qu'un département, les sous-préfets convoquent les maires, les fonctionnaires, pour les inviter à faire de la propagande en faveur des candidats républicains. Ceux-ci sont même accompagnés dans leurs tournées par des fonctionnaires du gouvernement.

Malgré tout, la liste bonapartiste : Gavini, Abbateucci, Multedo, Montera, a les plus grandes chances d'être élue au scrutin de ballottage.

LES FONCTIONNAIRES RÉPUBLICAINS

M. Dugué de la Fauconnerie, candidat conservateur dans l'Orne, vient d'adresser la lettre suivante au ministre de l'intérieur :

Monsieur le ministre,
 J'ai l'honneur de vous informer que le préfet, les sous-préfets et les agents de tous ordres du service vicinal font, en ce moment, dans le département de l'Orne, d'incessantes tournées dont l'itinéraire qu'ils suivent et la nature du langage qu'ils tiennent prouvent jusqu'à l'évidence le caractère purement électoral.
 Votre Excellence ne saura gré de lui signaler ces infractions graves à l'esprit si libéral des circulaires ministérielles prescrivant aux fonctionnaires une neutralité absolue dans les élections.
 Nous nous réservons d'ailleurs d'en faire l'objet d'une protestation.
 Veuillez, etc.

DUGUÉ DE LA FAUCONNERIE.
 On ne saurait mieux mettre en contradiction que ne le fait M. Dugué de la Fauconnerie les paroles et les actes des gens du gouvernement républicain.

La Concentration républicaine

On ne rencontre qu'appels à l'union, adressés aux républicains par leurs chefs respectifs.

Hier, c'était la lettre de M. Brisson, dont se moquent si bien le Temps et le Journal des Débats.

Aujourd'hui, c'est une circulaire du sous-secrétaire d'Etat, qui tremble de perdre sa place de sénateur, et qui supplie tout le monde de voter pour des rouges, n'importe lesquels.

Nous comptons sur vous, s'écrie-t-il : « Pour opposer une infranchissable barrière aux prétentions monarchiques hautement avouées aujourd'hui ; Pour effacer les dernières traces de divisions électorales qui ont failli nous être fatales ; »

« Acceptons tous la discipline républicaine et travaillons ensemble... »

Travailler ! L'ouvrier Tolaï n'a jamais su ce que travailler veut dire.

En fait de travail, il n'admet que celui qui consiste à faire élire des gens disposés à l'aider à vivre sans travailler.

LE DÉPOUILLEMENT

Nous ne saurions trop engager nos amis à surveiller partout le dépouillement dimanche prochain.

Qu'ils se défient surtout des républicains. Voici ce qui s'est passé à Vernix (Allier), le 4 octobre :

Un nommé Durin, instituteur républicain, a accusé publiquement le maire de faire disparaître des bulletins. Immédiatement le maire a fait faire une vérification minutieuse, par les soins des assesseurs et sous les yeux des électeurs présents. L'instituteur a été convaincu de mensonge. Devenu furieux, il a menacé de se jeter sur les bulletins de vote et de les déchirer : il a fallu pour le contenir l'intervention d'un gendarme.

Le Messager de l'Allier annonce qu'une plainte a été déposée contre cet instituteur.

Une Lettre de Faire-Part

Pendant que les opportunistes se félicitent d'avoir entrepris la guerre au Tong-King et que le gouvernement affirme hautement que tout est pour le mieux à Hué et ailleurs, chaque jour le pays apprend qu'il y a perdu des défenseurs.

Voici la lettre de faire-part que reçoivent les journaux :

Les officiers d'infanterie de marine ont l'honneur de vous faire part des pertes douloureuses qu'ils viennent de faire récemment :

MM. Mahias, lieutenant-colonel.
 Mariz, id.
 Long, chef de bataillon.
 Lavey, capitaine.
 Roger, capitaine.
 Santil, capitaine.
 Obelerser, capitaine.
 Triquet, capitaine.
 Lironcourt, lieutenant.
 Picart, lieutenant.
 Ansart, lieutenant.
 Charlon, lieutenant.
 Picart, sous-lieutenant.

Morts victimes de leur devoir.

C'est simple et grand comme l'antique, et le pays n'a qu'à se découvrir et à s'incliner.

LES BALLOTTAGES

Les élections ont eu lieu le dimanche 4 octobre dans quatre-vingt-dix départements, y compris les trois départements algériens.

Les colonies, auxquelles il est attribué dix députés, n'ont élu leurs représentants que le dimanche suivant, 11 octobre.

Le nombre total des membres de la future Chambre étant de 584, les électeurs ont été appelés, le 4 octobre, à pourvoir à 574 sièges.

Le scrutin a abouti pour 308. Il y aura lieu, en conséquence, de procéder à 266 ballottages.

Aux termes du décret réglementaire du 2 février 1852, toujours en vigueur, les scrutins de ballottage se font le deuxième dimanche qui suit la proclamation des résultats du premier tour. Ce délai a pour but de permettre aux électeurs et aux candidats de se réunir et de se concerter en vue du second tour de scrutin.

La journée du dimanche 18 octobre se trouvera dès lors consacrée aux ballottages.

Il s'agit de cinquante-cinq départements, savoir :

18 ballottages dans les huit départements qui, au premier tour de scrutin, n'ont élu que des conservateurs :

Belfort, 1. — Eure, 1. — Haute-Garonne, 5. — Lot, 2. — Lozère, 1. — Oise, 3. — Basses-Pyrénées, 1. — Somme, 4.

8 dans les trois départements qui ont élu ce jour-là et des conservateurs et des républicains :

Lot-et-Garonne, 2. — Orne, 4. — Sarthe, 2. 79 dans les 17 départements qui, le 4 octobre, ont élu exclusivement des républicains :

Hautes-Alpes, 2. — Alpes-Maritimes, 2. — Cantal, 2. — Corrèze, 3. — Côte-d'Or, 4. — Creuse, 3. — Eure-et-Loir, 1. — Ille-et-Vilaine, 5. — Indre-et-Loire, 1. — Isère, 2. — Haute-Marne, 1. — Haute-Saône, 3. — Saône-et-Loire, 7. — Seine, 34. — Deux-Sèvres, 3. — Yonne, 5. — Oran, 1.

Enfin, 161 sièges reviennent aux 27 départements où le ballottage comprendra la totalité de la députation.

Aisne, 8. — Basses-Alpes, 3. — Ardennes, 5. — Ariège, 4. — Aube, 4. — Aude, 5. — Bouches-du-Rhône, 8. — Charente-Inférieure, 7. — Cher, 6. — Corse, 4. — Gard, 6. — Gironde, 11. — Jura, 5. — Loir-et-Cher, 4. — Loire, 9. — Haute-Loire, 5. — Loiret, 6. — Marne, 6. — Meuse, 5. — Nièvre, 5. — Puy-de-Dôme, 9. — Pyrénées-Orientales,

3. — Rhône, 11. — Seine-et-Oise, 9. — Var, 4. — Vaucluse, 4. — Haute-Vienne, 5.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

SEINE

DEUXIÈME TOUR DE SCRUTIN

Candidats de l'opposition conservatrice

Nous donnons de nouveau les noms des 34 candidats de l'opposition conservatrice pour le deuxième tour de scrutin, qui aura lieu dimanche prochain 18 octobre, dans le département de la Seine :

MM.

Calla, député sortant ;
 Bartholoni, conseiller municipal ;
 Berry (Georges), id.
 Binder (Maurice), id.
 Cochon (Denys), id.
 Despatys, id.
 Dufaur (Amédée), id.
 Gamsard, id.
 Lerolle (Paul), id.
 Martin (Marius), id.
 Riant (Ferdinand), id.
 Du Barail (Général), ancien ministre de la guerre ;
 Barrot (Ferdéric), id.
 Boudet, ancien magistrat, ancien directeur du journal l'Union ;
 Carcenac, ancien juge au tribunal de commerce, ancien maire du deuxième arrondissement ;
 Dalloz (Paul), directeur du Monteur universel ;
 Delafosse, député ;
 Delapoupe, avocat à la cour d'appel ;
 Ferdinand Duval, ancien préfet de la Seine ;
 Froment-Meurice, orfèvre ;
 Gillon (Albert), fabricant de papiers peints ;
 Haussmann (baron), ancien préfet de la Seine ;
 Hervé (Edouard), directeur du Soleil ;
 Herbelot (d'), ancien magistrat ;
 Keller, ancien député du Haut-Rhin ;
 Moreau (Henri), ancien maire de Vitry-sur-Seine ;
 Padoue (duc de), ancien ministre ;
 Louvet (Eugène), négociant, ancien conseiller municipal ;
 Larocheffoulcaud (duc de Bisaccia), ancien député ;
 Rougé (comte Arthur de) ;
 Rousset (Camille), de l'Académie française ;
 Royer (Clément de), ancien magistrat ;

De sorte que M. Poirier a obtenu 10,725 voix et M. Poirier 71,336, tandis qu'en réalité 82,461 électeurs ont tous entendu donner leurs voix au vice-président de la chambre de commerce. L'honorable candidat dédaigné a réclamé, auprès de la commission de recensement, les voix de son pseudo-homonyme. Cette réclamation, absolument fondée, ne changera rien aux résultats positifs du scrutin, mais elle place M. Poirier au 87^e rang sur la liste générale, non au 106^e.

Une réunion intime des présidents et vice-présidents de tous les Comités impériaux de Paris et de la banlieue a eu lieu hier soir dans les bureaux du *Petit Caporal*.

M. Marius-Martin présidait. Après une très chaleureuse allocution du président, recommandant plus que jamais l'union en face de la coalition de tous les républicains, MM. Clément de Royer et Maurice Binder ont pris la parole avec un grand succès.

La réunion s'est préoccupée des moyens de sceller mieux encore l'union conservatrice qui a donné de si beaux résultats au premier tour de scrutin.

Il a été décidé qu'on redoublerait d'activité et de surveillance, et chacun des présidents a reçu les instructions nécessaires pour préserver le vote de dimanche des atteintes et des vols de la République.

Après un débat auquel ont pris part MM. Deville, Liantaut, Rocchi, Baudinet, etc., la séance a été levée à onze heures.

Les maires des vingt arrondissements de Paris se sont réunis hier, à la préfecture de la Seine, sous la présidence de M. Poubelle.

Nous nous attendions à apprendre que M. le préfet de la Seine serait entré dans une sainte fureur contre ses administrateurs à cause de la manière déplorable dont s'est fait le dépouillement du scrutin du 4 octobre. Il n'en est rien : M. Poubelle a félicité les maires et les a remerciés de leur zèle.

Si M. Poubelle trouve que cela a bien marché il y a dix jours, à quoi devons-nous nous attendre pour le scrutin de ballottage ?

Il n'y a qu'en république que l'on rencontre de pareils phénomènes.

Nous rappelons à nos amis qu'il est essentiel de ne pas voter avec les bulletins de l'élection du 4 octobre. Ces bulletins portent trente-huit noms, et si l'on persistait à s'en servir, les quatre derniers noms seraient rayés. De nouveaux bulletins sont distribués à domicile et seront distribués à la porte des sections de vote. Ils portent la mention : « Elections du 18 octobre ». Ces deux-cents-lesquels qu'il faut déposer dans l'urne.

HAUTE-GARONNE

M. Eugène Rostand, candidat conservateur dans la Haute-Garonne, vient de se désister au second tour de scrutin. En conséquence, les comités conservateurs ont choisi un nouveau candidat pour le scrutin de ballottage : M. Adolphe Tron, fils de l'ancien député.

A la suite du désistement de M. Rostand, M. Oldekop a fait savoir qu'il retire sa candidature dissidente.

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 14 OCTOBRE

En France, le temps est à la pluie dans l'Est et le Nord, à averse dans l'Ouest et le Midi; le froid va continuer. Hier, à Paris, le ciel a été couvert l'après-midi; la pluie qui a commencé vers onze heures du soir continue encore ce matin.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent d'entre O. et N. modéré à fort; mer houleuse.
Océan. — Vent variable faible à modéré; mer belle.

MÉDITERRANÉE. — Vent variable faible à modéré; mer belle.

Aujourd'hui, 14 octobre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quélin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin.... + 6 5/8

A onze heures du matin.... + 8 2/8

A deux heures du soir.... + 10 3/8

Température la plus basse de la nuit + 6 3/8

Le baromètre est à 757 millimètres 5.

Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Creuse sont convoqués pour le dimanche 25 octobre courant, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur en remplacement de M. Fayolle, décédé. L'élection définitive aura lieu le 29 novembre prochain.

Le *Gaulois* annonce qu'hier, à l'issue du conseil, M. Grévy a déclaré aux ministres qu'il se poserait sa candidature à la présidence de la République.

Cette résolution a été communiquée par chaque ministre aux fonctionnaires placés sous ses ordres.

Le ministre des affaires étrangères en fera part aujourd'hui aux membres du corps diplomatique.

Le président de la République a reçu hier, en audience de congé, M. Torres Caicedo, qui lui a remis les lettres par lesquelles le président de la république du Salvador met fin, sur sa demande, à la mission qu'il remplissait à Paris, en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

M. Phangret Woodcock a été reçu, en audience publique, à deux heures et demie, et a présenté au président les lettres d'accréditation, en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le gouvernement de la République française. Il lui a ensuite offert les insignes de l'ordre royal du Salomon, que S. M. le roi de Birmanie vient de lui conférer.

Le ministre de Birmanie et le personnel de sa légation ont été conduits, suivant le cérémonial accoutumé, à l'Elysée, par l'introduit des ambassadeurs.

Le mouvement diplomatique que nous avons fait prévoir est aujourd'hui officiel :

M. de Coutouly, ministre de France à

Mexico, est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française près S. M. le roi de Roumanie, en remplacement de M. Ordega, admis au traitement de disponibilité de son grade.

M. Lavertuon, ministre plénipotentiaire de deuxième classe, délégué de France à la commission européenne du Danube, est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française à Mexico.

M. le marquis de Reverseaux de Rouvray, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française à Belgrade, est nommé délégué de France à la commission européenne du Danube, en remplacement de M. Lavertuon.

M. Millet, sous-directeur à la direction des affaires politiques au ministère des affaires étrangères, est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française près S. M. le roi de Serbie.

M. de Corcelle, sous-directeur adjoint à la direction des affaires politiques, est nommé sous-directeur à la même direction.

M. Luce, membre de l'Institut, est nommé titulaire de la chaire ayant pour objet l'étude critique des sources de l'histoire de France à l'école des Chartes.

M. Delaplanche, statuaire, est nommé membre du conseil supérieur d'enseignement de l'école nationale des beaux-arts, en remplacement de M. Schoenewerk, décédé.

La commission de la manufacture nationale de Beauvais, réunie hier en jury d'examen à l'école nationale et spéciale des beaux-arts, a attribué le prix de Beauvais de 1855 au projet n° 17, dont l'auteur est M. Mazerolle.

Un grand banquet destiné à célébrer l'anniversaire de la fondation de l'Institut (25 octobre 1795), aura lieu samedi prochain à sept heures du soir, à l'Hôtel Continental.

Ce banquet a été fondé l'année dernière par MM. Charles Garnier et le vicomte Delaborde, secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts.

Cette année, il est de même organisé par ces deux membres de l'Institut.

Comme nous l'avons annoncé, les délégués des chambres syndicales se sont réunis hier soir à l'hôtel de la rue de Lancry, afin de s'entendre sur l'organisation de la fête du commerce et de l'industrie, qui doit avoir lieu au mois de mai prochain. Quarante-cinq chambres syndicales ont adhéré à ce projet de fête; dix-sept étaient représentées à la réunion d'hier par leurs présidents, vice-présidents ou secrétaires. Les trois propositions suivantes ont été mises aux voix et adoptées : convocation prochaine de toutes les chambres syndicales, des Sociétés savantes et littéraires, du syndicat de la presse, etc.; nomination d'une commission de cent cinquante membres chargée de l'organisation définitive; enfin, il a été décidé que le produit de la fête serait destiné aux pauvres de Paris.

Jusqu'à présent, on a vainement essayé de faire un journal illustré quotidien, représentant, non pas en un croquis informel, mais en un dessin fini et soigné, le principal événement de la veille.

Un nouveau procédé aussi rapide qu'ingénieux que l'on vient de découvrir, va permettre de combler cette lacune et, sous le titre de la *Journée*, un journal politique quotidien et illustré va paraître.

Nous avons sous les yeux le numéro spécimen de cette publication et, nous devons reconnaître, que les dessins obtenus par le nouveau procédé, sont en tous points parfaits.

La *Journée* aura quatre pages illustrées, quatre pages de texte, et se vendra 15 centimes.

La colonie hispano-américaine s'est réunie avant-hier soir, dans les salons de l'hôtel Continental, pour fêter l'anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb.

Environ deux cent cinquante personnes y assistaient.

Au dessert, plusieurs toasts ont été portés, notamment par M. Ramon Fernandez, auquel a répondu M. Adolphe Belot, au nom de la presse.

Tout le monde connaît M. Maurice d'Hérison, l'auteur du *Journal d'un officier d'ordonnance*, ce livre qui eut un si grand retentissement l'année dernière à pareille époque.

Les révélations qu'il faisait sur un monde de gouvernants à peine sortis de la scène politique, les anecdotes piquantes et inédites qu'il racontait sur des personnages encore aujourd'hui très en vue, ont fait à cet ouvrage un succès de librairie presque sans égal, et ont classé son auteur comme un écrivain de talent et un historien consciencieux.

Le comte d'Hérison ne pouvait s'arrêter en si bonne voie. Aussi, son premier journal à peine terminé, en commençant-il un second, appelé certainement à faire autant de bruit que son aîné.

Le *Journal d'un interprète en Chine* paraîtra, nous affirme-t-on, dans la première quinzaine de novembre.

Ce qui donne à ce livre un attrait de plus, c'est la saisie et la séquestration d'un ouvrage précédent du comte d'Hérison : *L'Histoire de la campagne de Chine d'après la correspondance confidentielle du général en chef*.

Les nouvellistes annoncent aujourd'hui qu'après une longue conférence avec M. le baron de Beyens, ministre plénipotentiaire de Belgique à Paris, le roi Léopold a décidé qu'il n'assisterait pas au mariage de la princesse d'Orléans au château d'Eu pour ne pas donner lieu aux commentaires que pourraient faire les journaux monarchistes français.

Le *Journal de Bruxelles*, de son côté, dit qu'il y a un parti pris dans la presse libérale belge pour exciter contre la Belgique le mauvais vouloir du gouvernement français.

Il ajoute : « Nous ne savons pas ce qui en est de l'invitation adressée à la cour de Belgique pour le mariage de la fille du duc de Chartres; mais si un prince de la maison royale belge assistait, en France, au mariage d'un de ses parents,

qui pourrait donc en prendre ombrage ? »

On ne nous fera jamais croire que le roi des Belges demande aux journaux libéraux de son pays la permission d'aller à Paris ou à Berlin. Du reste ce n'est pas la première fois que le roi Léopold viendrait parmi nous incognito.

Le prince George d'Angleterre est arrivé à Fredensborg pour accompagner sa mère, S. A. R. la princesse de Galles, pendant son voyage et son séjour en France.

HISTORIETTES ET SILHOUETTES

M. ZÉPHYRIN CONSTANS

Fais honneur à ton nom, et ton nom te fera honneur.

Le divin Platon assure qu'il existe un rapport nécessaire entre le sens d'un nom, le caractère et la destinée de celui qui le porte. C'est pourquoi personne ne veut s'appeler Judas. Il y a encore des Nicodème, il y a surtout beaucoup de Jules. Jules est auguste, pour le présent. Populaire aussi : les casernes l'ont rendu familier.

Il y a des noms patriotiques : Louis, Jacques et Jean sont français ; en Angleterre, les John se comptent par milliers, comme les Hermann en Allemagne, et les Serge en Russie, et les Alphonse en Espagne. Il faudrait avoir comment se traduisent Zéphyrin. *Traduttore, traditore*. Ce nom glorieux est à nous, que l'étranger ne le glorifie pas.

Ce nom illustre — Zéphyrin — devrait être désormais chose sacrée, privilège réservé aux grands de l'aristocratie moderne. On le donnerait à tout fonctionnaire ayant bien mérité, et les membres de l'honorable corporation des serruriers le pourraient prendre comme *agnomen*, surnom distinctif et marque honorifique.

Zéphyrin devrait être le titre d'une fonction. On serait Freycinet-Zéphyrin, Trompette-Zéphyrin, comme on est Soliman *pacha*, en Turquie ; *khan*, en Perse ; *ali*, dans l'Inde ; *hadji*, en pays musulman. Zéphyrin serait un bouton de corail du Céleste-Empire, la jaune ceinture que les impériaux de Pékin ont seuls le droit de porter.

Dans les lettres, il serait un élégant pseudonyme. On ne sait plus que Marius s'appellait Carlet ; Voisenon, Fusée ; Métafaste, Trapasso, et Saintine, Boniface. Au théâtre même, Colombine est démodée : combien il serait plus gracieux qu'Arlequin lutinât Zéphyrine !

Zéphyrin n'est pas un vulgaire monosyllabe ; il est de ces noms que Virgile appelle *sesquipedalia verba*. On le prononce avec ampleur : un doux zéa-zéa-tense, une note brève, une finale majestueuse. Il vibre, il sonne, il rime avec airain.

Quand on l'écrit, c'est encore plus beau. Le Z se tord en capricieux méandres ; le PH est solennel, l'Y flamboie. Le tout forme un entre-lacs tournoyant, tressé, brodé, fleuri. C'est le zig-zag de la foudre, l'aspect étrange, bizarre, tourmenté d'une signature hiératique. C'est un nom de satrape asiatique, d'hierophante d'Égypte ; mieux encore, un nom de druide, car les druides avaient pour symbole des *cliefs*.

En attendant mieux, Zéphyrin devient un précieux vocable pour la gente fièvre à laquelle l'Académie tout entière fait l'aumône. Déjà les poètes anciens nous avaient légué des noms devenus termes courants dans la littérature : Patelin et patelinier, Turlupin et turlupiner ; on pourra dire des *zéphyriades*.

Car le maître de ce prénom est M. Constans, le ministre qui présida à l'exécution des décrets contre les congrégations religieuses, et que voici en route pour le Capitole... le Capitole de Toulouse, qui ne nourrit pas un troupeau d'oies. Il en reviendra, portant sous la vaste coupe de son front les plus vastes desseins que puisse sécréter le petit bouton de la pensée, montré jadis par Broussais à ses élèves, à la pointe de son scalpel. Et comme il a résolu le proverbe : *Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée*, il sera préparé à recommencer toutes ses besognes.

Il reste assurément quelques moines à chasser de chez eux, et la bravoure de M. Constans ira même jusqu'à mettre le siège devant les couvents de femmes. On est toujours brave, quand on ne risque rien. Après ses méaventures en Espagne, notre héros ne craignait aucunes représailles, parce qu'il avait eu la simple prudence de mettre les Pyrénées entre ses accusateurs et lui.

La carrière politique de M. Constans n'a pas été beaucoup plus heureuse que sa carrière commerciale. Il a tiré, paraît-il, sa fortune d'une industrie qui ne dédaigne pas de pratiquer un commerce romain. Vespasien disait, à ce propos, que l'argent n'a pas d'odeur. Ce mot, cynique mais vrai, doit plaire à M. Constans qui en peut faire sa devise.

En ce temps où il cumulait Barcelone, ce député français dont on se doit montrer fier, relevait la dignité de ses attitudes par des coutumes dévotieuses : on le voyait, armé d'un cierge, et suivant les processions. Il haïssait les églises, et ne disait aucun mal de Tartufe. Il joua même, assure-t-on, un bout de rôle de ce personnage. *C'est à vous d'en sortir*, cria-t-il à je ne sais quel associé. Et, de fait, il fit connaître que la maison était à lui. D'où surgirent divers procès et quelques tribulations, sur quoi il serait malaisé d'insister.

Ce ministre des cultes, qui pourchassait de pauvres capucins et forçait des serrures, a voté néanmoins pour le maintien du budget des cultes. C'est illogique. Mais l'opportunisme, qui a tant de rimes, n'a pas de raison. Au surplus, il pratique volontiers l'abstinence, bien qu'il n'aille pas jusqu'à défigurer le fameux axiome, ainsi traduit par les soldats d'Afrique : *Dans le doute, abstine-toi*. Il n'aime de l'absinthe que la douce, point l'amère. Et, pour ne pas se tromper, il ne fait rien, ce qui est à la fois commode et lucratif.

On ne paie pas les votes, mais on paye un salaire à des gens chargés de voter. Il gagne donc ce salaire à hésiter aussi longtemps entre le bulletin bleu et le bulletin blanc, que l'âne de Buridan hésite entre ses deux pignons d'avoine.

Et si les affaires ne vont pas au gré de ses électeurs, il s'en lave les mains : habitude prise aux jours prospères où il fonctionnait à Barcelone.

Assez repêché, gros, beau garçon et se laissant volontiers prendre pour Emilio Zola, qui lui fait l'honneur de porter la

barbe comme lui, M. Constans n'a rien qui tenterait la plume de la Bruyère. Il n'est même pas borgne dans le royaume des aveugles, et se doit contenter d'être aveuglé à l'instar de ses contemporains.

C'est la plus insupportable médiocrité qui soit. Et il redouble d'efforts ; car, même de cette force-là, on en comptait peu, dans la Chambre défunte, et la Chambre future n'en aura guère. Cependant, M. Constans n'a pas toujours la chance avec ses électeurs, et il n'est pas certain qu'il réunisse assez de suffrages pour escalader le pouvoir. Sa campagne contre les monastères étant achevée, on a moins besoin de lui en haut lieu. M. Ferry a quelque suite de redoubter l'odieux voisinage de l'ancien vidangeur. Celui-ci n'a-t-il pas dit qu'il n'irait jamais au-delà de la politique de Gambetta ? Il y est allé et n'en est pas revenu.

Pour résumer cette esquisse, qui ne dit rien et qui pourtant n'a rien de plus à dire, il suffit d'ajouter que M. Constans n'est pas un homme d'État, n'est pas un homme politique, n'est même pas — malgré les médisances — un homme de cabinet.

TALLEMANT SANS REAUX.

JOURNAUX ET REVUES

Voici un joli exemple du désarroi où se trouve l'administration de la guerre et du résultat déplorable qu'ont sur le fonctionnement des services les préoccupations électorales :

Le 18 septembre dernier, un bateau appartenant à une Compagnie privée quittait Brest pour le Tong-King ayant à bord une trentaine d'officiers sans armes et appartenant pour la plupart au génie.

Le bâtiment devait relâcher à Alger, prendre six cents hommes de troupes pour l'Extrême-Orient. Le gouvernement avait payé 500 francs de transport par homme, soit *trois cent mille francs*.

On arrive à Alger. Personne à l'embarquement ! Le commandant du bord délègue un de ses officiers au gouvernement général, dont les bureaux demeurent ébahis quand on leur annonce qu'ils avaient à fournir six cents hommes pour le Tong-King.

Quelqu'un à Paris, et l'on apprend alors que les bureaux du ministère de la guerre « avaient oublié d'avertir le gouverneur général et le commandant du 19^e corps de ce mouvement de troupes ».

Le bateau a dû continuer sa route sans sa cargaison militaire, mais la Compagnie a très exactement encaissé les trois cent mille francs.

Nous nous ferons un véritable plaisir de publier la réponse du gouvernement.

Que les électeurs ne s'étonnent point de cet oubli, qui n'aura coûté après tout que trois cent mille francs, les républicains sont coutumiers du fait et leurs négligences ont parfois des conséquences plus terribles.

Notre malheureuse armée de l'Est, en 1871, a été victime aussi d'un oubli du républicain Jules Favre, et cet oubli a coûté la vie à plusieurs milliers de nos soldats !

— Signes de prospérité :

Il vient de se passer à Paris, dit un denos confrères, un fait qu'on peut qualifier d'inouï, et qui témoigne, mieux que tous les raisonnements, de l'inquiétude et du trouble profond causés par les élections.

Dans la semaine qui a pris fin le 10 octobre, la préfecture de la Seine n'a reçu, pour Paris, qu'une seule demande en autorisation de bâtir, et encore ne s'agit-il que d'une surélévation dans un passage.

Jamais, de l'aveu des gens du métier, on n'est tombé aussi bas. Chaque année, à la même époque, on enregistre toujours de dix à quinze demandes par semaine.

Ajoutons à ce fait significatif les observations suivantes que publie le *National* :

Déjà les intérêts, effrayés par les menaces de l'avenir, manifestent leur inquiétude dans ce langage qui leur est particulier. Les rentes françaises, les titres de la Banque de France, toutes les valeurs sur lesquelles les pouvoirs publics peuvent, à un moment donné, exercer une action, se font rares et se cachent. On, il y a des gens qui ne sont pas rassurés à la pensée que les chefs du radicalisme entendent s'enfoncer davantage dans la voie du socialisme. L'argent commence à se cacher, et ce n'est pas l'éloquence de M. Lockroy qui lui fera mettre le nez à la fenêtre.

Les transactions industrielles et commerciales, déjà si nulles, cessent comme par enchantement.

Et M. H. Pessard d'ajouter en terminant :

La perspective de voir les radicaux et les socialistes unis « avec une hache à chaque bout » n'est point faite pour égarer les gens et les pousser à se livrer, avec sécurité, à l'esprit d'entreprise.

Néanmoins le *National* supplie qu'on nous garde la République, tout en se gardant des républicains !

— On écrit de Rome le 13 octobre :

Les négociations entre le Vatican et le Tsong-Il-Yamen, au sujet de la protection à accorder aux missionnaires, sont arrivées aujourd'hui à bonne fin.

Le Pape enverra sous peu à Pékin un représentant, qui *entière* au ministre français la protection de tous les établissements religieux fondés dans l'Extrême-Orient.

Aussitôt les derniers points d'atténuation réglés, le représentant du Saint-Père sera accrédité en Chine.

Eh bien, citoyens de la carmagnole, vous voilà contents. L'influence française en Orient continue de diminuer ! Le gouvernement français n'aura plus à protéger les établissements religieux en Chine !

Quels beaux résultats de la guerre et comme M. J. Ferry doit être fier !

LES ÉVÉNEMENTS DE BULGARIE

Athènes, 13 octobre.

Il se confirme que le ministre de la marine a démissionné par suite d'un désaccord sur les préparatifs navals. On croit qu'il sera remplacé par M. Boukoulis, ancien ministre de la marine.

Le bruit court que la Russie préférerait le démantèlement du *statu quo* à l'agrandissement de la Grèce vers le Nord. D'après les évaluations officielles, la mobilisation mettra sur pied 70,000 hommes.

Philippopolis, 13 octobre, soir.

On annonce que le prince Alexandre partira cette nuit pour Tirnova.

Constantinople, 13 octobre, soir.

Les ambassadeurs se réunissent ce soir

chez le comte Corti pour examiner les modifications demandées par l'Autriche.

Philippopolis, 13 octobre.

La nouvelle de la petite attaque du 11 à Hormanias ne souleva aucune émotion : d'abord rien n'est survenu depuis qu'on permit de la considérer comme le signal d'une marche en avant des Turcs, puis tout le monde a confiance dans les forces nationales actuellement massées à la frontière.

Les informations reçues aujourd'hui de la frontière de Serbie constatent la concentration des troupes serbes. Il n'y a entre les deux gouvernements aucun motif plausible de rupture, et le peuple bulgare, voit avec regret que la Serbie paraît vouloir menacer la Bulgarie, par des suites doute de ne rien pouvoir contre la Turquie.

Ce sentiment se manifeste très vivement parmi la population.

On fait observer que la Serbie n'a pas le droit de s'ingérer dans les affaires de la Bulgarie et que le désaccord des deux peuples slaves ne pourrait que profiter à la Turquie.

On se demande quel prétexte pourrait prendre la Serbie pour agir militairement contre la Bulgarie.

Londres, 14 octobre.

M. Geshoff, qui faisait partie de la députation bulgare à Copenhague, est arrivé à Londres, pour sonder les vues de l'Angleterre sur la question bulgare.

Le *Times* dément la nouvelle relative au renvoi de M. Argyropoulos.

Un télégramme de Berlin, 13 octobre, au *Times* :

« Il y aura cette semaine une autre réunion d'ambassadeurs à Constantinople. »

Le ministre d'Angleterre à Athènes a donné à entendre au gouvernement hellénique qu'il, contrairement à l'avis pressant de ses meilleurs amis, il choisit le parti hasardeux de la guerre pour s'attribuer de vive force des compensations, ses conquêtes territoriales, s'il en fait, ne seront pas reconnues par les puissances. »

L'agence Fournier nous communique les deux dépêches suivantes :

Une dépêche de Vienne annonce que dans sa proclamation aux troupes serbes, le roi Milan déclare que le moment est venu pour l'indépendance de la Vieille-Serbie.

14 octobre.

Une dépêche de Vienne assure que l'armée serbe marche sur Palanka et Pirot (frontière bulgare).

Faits divers

L'affaire du lac Saint-Fargeau. — Hier soir, vers onze heures, à la porte de Roumouille, près le lac Saint-Fargeau, une rixe s'était engagée entre des Italiens et des Allemands chez M. Dulong, marchand de vin-traiter, rue de Belleville. On en vint aux coups, et, s'armant de tout ce qui leur tombait sous la main, ces individus eurent bientôt brisé glaces et verres. M. Dulong fut blessé grièvement d'un coup de bouteille à la tête, ainsi qu'une femme.

Deux des malfaiteurs avaient gagné le comptoir pour s'emparer de la caisse. Un des consommateurs présents tira deux coups de revolver pour effrayer les tapageurs. Dans la bagarre, trois personnes furent gravement blessées : ce sont les nommés Saloni, Antonio et Flachmann, ils ont été conduits à l'hospice Tenon.

Flachmann est mort ce matin des suites de ses blessures.

Arrivés des gardiens de la paix les agresseurs avaient pris la fuite dans la direction des Lilas.

Enterrement interrompu. — Ce matin, à neuf heures, les obsèques de Mme Moriceau, blanchisseuse, demeurant rue Saint-Sébastien, devaient avoir lieu. Les invités s'étaient rendus à la maison mortuaire où la décédée avait succombé à l'avant-hier à une crise nerveuse, disait-on.

Au moment d'enlever le corps, M. Hamon, commissaire de police du quartier, se présente pour interdire l'enterrement, à la suite d'un rapport du médecin qui aurait donné ses soins à la défunte. Ce médecin concluait à un empoisonnement.

Les invités ont dû rentrer chez eux. Le cadavre de la morte va être transporté à la Morgue pour y être soumis à l'examen des médecins légistes.

Le crime de la rue Saint-Denis. — Le marteau qui a été trouvé au domicile de la victime, ainsi que nous l'avons annoncé hier, est un marteau ordinaire de menuisier, à manche de bois d'une longueur de quarante centimètres, avec la masse en fer.

Il était complètement couvert de sang, excepté sur la partie du manche par laquelle le tenait l'assassin.

L'affaire de la rue Croix-Nivert. — Un gardien de la paix, de service à Grenelle, passait l'avant-dernière nuit, vers une heure du matin, rue Croix-Nivert, quand il entendit des cris désespérés. L'agent se précipita vers l'endroit d'où ils paraissaient et aperçut un individu qui avait renversé une femme et cherchait à l'étrangler; déjà cette malheureuse, épuisée par la lutte, inondée de sang, était à demi étouffée; le gardien se jeta sur l'agresseur et engagea une lutte avec lui pour parvenir à dégager sa victime à peu près sans mouvement; mais le misérable, loin de s'enfuir après avoir lâché prise, frappa l'agent avec tant de violence qu'il l'envoya rouler au milieu de la chaussée; ce dernier essaya de se relever, quand il reçut un second coup sur l'arcade sourcilieuse.

Heureusement, un autre gardien de la paix vint au secours de son camarade: une nouvelle lutte s'engagea et fut bientôt terminée, grâce à l'arrivée d'une ronde de police qui s'empara du forcené et le réduisit à l'impuissance.

Il a été envoyé au Dépôt et a refusé de dire son nom.

L'affaire de la rue Saint-Jacques. — L'enquête relative au crime de la rue Saint-Jacques a permis d'établir que, contrairement aux premiers renseignements recueillis, le balayeur Levelli n'a pas été victime d'un guet-apens.

A la suite d'une discussion, cet homme a été frappé chez la fille Dupin par le clicheur Matignon; en conséquence, l'arrestation de ce dernier n'a pas été maintenue.

Les blessures de Levelli n'ont, du reste, aucune gravité.

LES TABLETTES DU DOCTEUR

L'ANIS

SES PROPRIÉTÉS MÉDICALES ET ALIMENTAIRES. — ANISSETTE.

L'anis est le fruit du *pimpinella anisum*, plante annuelle de la famille des ombellifères et originaire du Levant. La pimpinelle croît spontanément en Egypte, en Turquie, en Italie, en Sicile. On la cultive en France, mais principalement dans la Touraine et dans certains départements du Midi.

Le fruit, *anis vert*, qu'on désigne à tort sous le nom de graine, est plus ou moins estimé, suivant sa provenance. Ainsi l'anis de Russie, qui est noirâtre et âcre, est fort peu recherché; l'anis de Touraine, vert et plus doux, est préférable; puis vient l'anis d'Afrique qui est blanc et plus aromatique, enfin l'anis de Malte ou d'Espagne qui est le plus estimé.

Ce fruit constitue un médicament très populaire et qui a été employé dès la plus haute antiquité. Hippocrate, Galien, Dioscoride, Orribase, Avicenne en disent le plus grand bien. C'est, en effet, un excellent *carminatif* et un *stimulant* des voies digestives.

Son emploi est toujours favorable quand il s'agit de combattre la débilité des voies digestives, les flatuloses, les coliques ventueuses et spasmodiques, les tranchées des enfants, la dyspepsie, la ophthalmie nerveuse, surtout lorsqu'elle dépend d'un mauvais état des voies digestives, les éblouissements et les troubles nerveux du cerveau et des sens. Il est très utile aussi quand les coliques sont dues à l'accumulation de substances indigestes amassées dans l'estomac et les intestins.

Il ne faut pas cependant prendre de l'anis, soit en infusion théiforme, soit en nature, à tout bout de champ et en quantité trop grande, car on pourrait bien alors s'en mal trouver. Il est de la plus grande importance de ne recourir à l'anis que lorsque les affections qui produisent les flatuloses, les coliques, sont dues à l'atonie, à la débilité des voies digestives; dans ce cas, il agit sûrement et vite en excitant les fonctions de l'estomac, du canal digestif et en les aidant à expulser les gaz qui se développent à l'intérieur. Mais il faut bien se garder de boire une tasse d'infusion d'anis, lorsque les affections précédentes sont sous la dépendance de l'irritation de la muqueuse. On reconnaît cette irritation si on perçoit au creux de l'estomac une sensation de brûlure plus ou moins forte, ou du moins une sensation de chaleur; et si le ventre, plus ou moins ballonné, est sensible à la pression.

Il y a beaucoup d'enfants à la mamelle qui sont très sujets aux coliques. Vous tenez dans vos bras, aimable lectrice, votre gentil petit bébé. Il est gai, heureux; il rit aux éclats pendant qu'il labour votre figure avec sa petite menotte au bout de laquelle se trouvent des ongles roses, mais qui se font cependant sentir, et voilà que tout à coup cette figure d'ange se crispe, les larmes coulent en abondance, il pousse des cris qui vous déchirent le cœur, il se tord dans vos bras qui tremblent et qui ont de la peine à le tenir. Pourquoi ce changement subit? Pourquoi ces cris affreux? Pourquoi ces abondantes larmes? Parce que

d'horribles coliques ont éclaté soudain; et ces coliques le font tellement souffrir, que vos douces paroles, vos baisers de mère n'y peuvent rien, aussi jette-t-il des cris déchirants pendant tout le temps qu'elles durent. Or, ces coliques peuvent durer un quart d'heure, une demi-heure, une heure, c'est-à-dire un siècle pour un cœur de mère, pour un cœur de père. Qu'y faire? Ah! oui, qu'y faire? Malheureusement, pas grand chose, car on se trouve pour ainsi dire complètement désarmé au moment de la crise. Cependant on peut agir tout de même, et si l'enfant a quelques mois, on se trouvera très bien de lui faire boire de 1 à 5 cuillerées de café d'infusion d'anis chaude et sucrée. Mais on réussira sûrement à le débarrasser de ces horribles coliques, s'il y est trop sujet, en faisant boire assez régulièrement à la nourrice cette même infusion d'anis. Dans ce cas, le lait accuse l'odeur aromatique de cette plante avec une intensité prononcée. On comprend donc facilement que ce lait agisse sur les coliques de l'enfant.

Certains auteurs affirment que la nourrice trouve encore un avantage dans l'emploi de cette infusion. D'après eux, en effet, l'anis augmenterait la sécrétion lactée. Ce fait n'est pas suffisamment prouvé; mais comme il n'y a aucun inconvénient à faire un usage modéré de l'anis, nous ne voyons pas pourquoi une nourrice n'en prendrait pas de temps en temps, surtout lorsque l'enfant est sujet aux coliques.

L'anis entre dans un grand nombre de médicaments; nous ne citons que les suivants: le sirop d'érysimum composé, le sirop d'armoise, la thériaque.

Voilà les doses qui doivent être employées:

10 à 20 grammes d'anis, pour un litre d'eau, en infusion;
25 à 120 grammes d'anis distillé;
5 à 15 grammes de teinture;
2 à 10 gouttes d'huile essentielle, dans une potion ou sur un morceau de sucre;
30 à 60 grammes de sirop;
1 à 2 grammes d'extraits.

L'infusion d'anis est très utile pour faciliter la digestion des choux, des navets, et en général de tous les légumes qui favorisent les gaz.

Au point de vue alimentaire, l'anis vert est surtout employé comme condiment. Dans quelques pays du Nord, on l'introduit dans le pain. En Angleterre, on le fait entrer dans certaines pâtisseries. En France, on emploie surtout les dragées d'anis préparées par les confiseurs; ces dragées ne sont autre chose que la semence d'anis vert recouverte d'une couche de sirop de sucre cuit ou lissé. On met très souvent de ces dragées sur les gâteaux de pain d'épice; et on en trouve une quantité très grande dans les boîtes de dragées de baptême ou de mariage. Ce n'est pas ce que ces boîtes contiennent de plus mauvais.

L'anis sert en outre à confectionner plusieurs liqueurs fort estimées, en tête desquelles nous devons placer l'anisette.

On peut fabriquer facilement cette liqueur; il suffit de mêler de l'alcool, du sucre et de l'anis aromatisé ensuite avec quelques gouttes d'huile volatile d'anis. Mais les anisettes de choix ont une préparation plus compliquée. Ainsi l'anisette fine de Bordeaux se prépare de la manière suivante:

Prenez d'une part:
Essence d'anis, 2 grammes
— de badiane, 2 —
— de cannelle, 0,06 centigr.
— de néroli, 0,04 —
Alcool à 83°, 2 litres.

D'autre part:
Sucre blanc, 2,500 gr.
Eau chaude, 1,700 gr.

Mélangez le tout et filtrez au papier; vous obtiendrez ainsi environ cinq litres d'anisette de première qualité.

La *Ratapia d'anis* est une liqueur de table que l'on obtient en faisant macérer 45 grammes d'anis dans 1500 grammes d'eau-de-vie à 24°, après quoi on ajoute 80 grammes de sucre dissous dans un litre d'eau. On laisse reposer et on filtre.

L'huile ou crème d'anis est une autre liqueur de table, qui se prépare en distillant le macéré d'anis que nous venons d'indiquer et en mêlant le produit avec le double de son poids de sirop de sucre.

Toutes ces préparations sont bonnes, mais il ne faut pas oublier qu'elles sont alcooliques, et qu'à l'action de l'anis s'ajoute l'action de l'alcool: il ne faut donc pas en abuser; il faut même en user très modérément.

Dans l'anisette de Bordeaux, de Hollande, dans la liqueur d'anis, entre la *badiane* ou *anis étoilé*. Cette espèce d'anis, originaire de la Chine et du Japon, a une odeur analogue à celle de l'anis vert, mais beaucoup plus pénétrante. Le fruit est aromatique, carminatif, diurétique; on l'importe depuis longtemps en

Europe pour la préparation des liqueurs que nous venons de nommer.

Dr H. VIGOUROUX.

Démographie ou Statistique

DES NAISSANCES ET DÉCÈS DE LA VILLE DE PARIS, DU DIMANCHE 27 SEPTEMBRE AU SAMEDI 3 OCTOBRE

Le service de statistique a reçu notification de 1 057 naissances seulement, dont 553 de sexe masculin et 499 de sexe féminin. Le chiffre des décès s'est élevé de 775 à 882; mais comme ce dernier chiffre est encore très faible, l'état sanitaire de Paris continue donc à être excellent.

La fièvre typhoïde a fourni 29 décès au lieu de 23;
La petite vérole: 2 dans les deux semaines;

La rougeole: 15 au lieu de 10;
La scarlatine: 2 au lieu de 5;
Le croup: 22 au lieu de 20;
La méningite: 30 au lieu de 28;
La pleurésie pulmonaire: 202 au lieu de 165;
La bronchite aiguë: 13 au lieu de 7;
La pneumonie: 28 au lieu de 23.

La diarrhée infantile: 105 au lieu de 106, est restée stationnaire, mais elle se maintient à un chiffre assez élevé.

SPORT

COURSES ANGLAISES

Le Cesarewitch

Hier a été courue, à Newmarket, l'intéressante épreuve du Cesarewitch, dans laquelle ont figuré plusieurs chevaux français.

C'est d'ailleurs l'un des Plaisanteries, à M. Bouy, qui a gagné cette course, et l'élevage français a d'autant plus lieu de s'en glorifier que la victoire a été vivement disputée par 22 concurrents.

Voici le résultat du Cesarewitch, tel que le télégraphe nous l'a transmis:

Plaisanterie, 7/1, à M. H. Bouy (Hartley), 1. Xena, 9/1, à M. H. Bouy, 2. Postscript, 10/6, à T. Cannon, 3.

Gagné de deux longueurs; le troisième à quatre longueurs.

COURSES A CHANTILLY

Demain jeudi 15 octobre, première journée de la réunion d'automne à Chantilly.

Six prix seront courus dans l'ordre suivant:

Prix du Connétable. — 4,000 fr. — 4,200 mètres.

Prix des Réservoirs. — 2,000 fr. — 1,500 mètres.

Prix des Tribunes. (Handicap). — 4,000 francs. — 2,200 mètres.

Prix de la Forêt. — 10,000 fr. — 1,400 mètres.

Prix de Pontarmé. — 3,000 fr. — 2,200 mètres.

Prix Petit Couvert. — 2,000 fr. — 1,000 mètres.

Les courses commenceront à 1 h. 1/2.

Le Crime de Villemomble

Ainsi que nous l'avons annoncé, M. Athal, juge d'instruction, a reçu hier, à midi et demi, Me Stocquart, le défenseur de Châteauneuf et d'Adèle Mercier. Me Stocquart lui a remis le mémoire avec les pièces établissant l'alibi de Châteauneuf et d'Adèle Mercier et leur non-culpabilité.

Au cours de son entrevue avec le juge, l'avocat belge a insisté sur ce point qu'il avait rencontré lui-même, à l'égard de Châteauneuf, non seulement les préventions de complicité de faux, de vol et de recel, mais également la prévention de complicité d'assassinat.

Le dossier de Me Stocquart, très volumineux, comporte plus de cent pièces se rapportant aux années 1880 à 1885 pour Châteauneuf, et 1881 à 1884 pour Adèle Mercier. Elles contiennent les dates précises auxquelles Châteauneuf se trouvait dans divers endroits de l'Amérique du Nord, et surtout la date à laquelle il est entré pour la première fois en correspondance avec sa tante, après son départ d'Europe.

Les pièces relatives à l'alibi d'Adèle Mercier sont les plus intéressantes. Elles établissent les points qui sont en ce moment l'objet d'une commission rogatoire à Lille. M. Athal, juge d'instruction, a longuement examiné toutes les pièces présentées par le défenseur de Châteauneuf et d'Adèle Mercier.

A l'issue de son entretien avec M. Athal, Me Stocquart s'est rendu à Saint-Lazare où il est allé voir Adèle Mercier.

Voici quelques détails sur le dernier interrogatoire subi par Châteauneuf: Ses premiers renseignements, a-t-il dit, du moment où il avait vu sa tante passer brusquement de la misère à la fortune.

Elle lui avait raconté avoir trouvé sous l'escalier une cassette avec beaucoup d'argent et dans le jardin une caisse contenant une fortune, mais il n'avait ajouté aucune confiance à ces récits.

Ses soupçons se seraient accentués lors de son dernier voyage en France, Euphrasie Mercier l'avait séquestré pendant les quinze jours qui avaient suivi son arrivée; ne pouvant sortir, il avait feuilleté partout et avait découvert dans les tiroirs des papiers fort compromettants pour elle, et notamment

des feuilles sur lesquelles elle s'était exercée à contrefaire la signature d'Elodie Mercier. Il s'en était emparé et les avait conservés.

A partir du jour de cette découverte, Châteauneuf a espéré, par ses suppliantes, et ses larmes, que son oncle lui pardonnerait d'avoir la certitude que sa tante avait fait disparaître Mlle Mercier.

Ainsi, un jour, étant à dîner avec Euphrasie Mercier, il fit tourner son couteau sur la table, et la pointe de la lame s'étant arrêtée trois fois dans la direction du jardin, il dit: «Vois-tu, tante, c'est là que parlieront tous nos ennemis, tous nos maux.»

C'était en vain, ajouta-t-il, qu'Euphrasie cherchait à chasser de son esprit ces noires idées, elle ne pouvait y parvenir.

Un matin, elle l'avait surpris bécotant dans le jardin.

Malheureux! si se serait-elle écriée, que fais-tu là? Et elle l'aurait empêché de continuer.

Châteauneuf a fait au juge d'instruction toutes ces déclarations, sans toutefois accuser formellement sa tante d'assassinat.

Pour moi, prétend-il, Elodie Mercier a été supprimée; mais je ne puis affirmer que ce soit elle qui l'a tuée.

Châteauneuf convenait maintenant que la justice française ne lui est aucunement hostile, comme il le croyait d'abord, attend avec pleine confiance le résultat de l'instruction. Il est plus décidé que jamais à dire tout ce qu'il sait et à aider le juge autant que possible.

Il compte être rendu prochainement à la liberté et retourner à Bruxelles où il se tiendra à la disposition de la justice.

Adèle Mercier est aussi très rassurée, d'autant que le mémoire, en ce qui la concerne, a été pleinement confirmé par les résultats de la commission rogatoire envoyée à Lille. Elle se place, elle se placera, dit-elle, à Bruxelles, où elle se placera en attendant la fin du procès, époque où elle se mariera avec Châteauneuf et où tous deux repartiront pour l'Amérique.

La colchique est un extrait de la colchique, plante bulbeuse appelée aussi «tue-chien», qui vient dans les très humides et qu'on cultive aussi pour sa fleur dans les jardins.

Ce poison végétal ne laisse pas de traces. L'accusation prétend que Ribout a empoisonné sa première femme pour épouser une jeune fille, son apprentie, Lucie Quiot.

Les antécédents de Ribout sont irréprochables.

Fils de cultivateurs de la Haute-Marne, il avait fait ses débuts à Paris comme ouvrier tailleur.

Il s'était marié et s'était établi fabricant de fleurs, successeur de faubourg Saint-Martin et de la rue de Valenciennes.

Les affaires prospèrent, Ribout avait fixé son domicile personnel à la campagne, à Noisy-le-Sec. Tous les soirs, en compagnie de sa femme, il allait rejoindre en Compagnie Sec ses enfants, une fille de douze ans et un petit garçon de cinq ans.

Au moment donné, les époux Ribout ont pris comme apprentie Lucie Quiot, la fille d'un de leurs voisins de campagne. Lucie Quiot était élégante et jolie. Mme Ribout, au contraire, était négligée dans sa mise et affectée d'un eczéma et de la coupeuse. Lucie Quiot avait le caractère enjoué, Mme Ribout était devenue acariâtre. Ribout a peu à peu agité de tristes idées, s'est épris de son apprentie, Lucie partagea son amour.

En février 1884, dix-huit mois après l'entrée de Lucie chez le fleuriste, Mme Ribout fut subitement atteinte de vomissements et de diarrhée. Le médecin appelé conclut à la dyspepsie sans gravité. Mais Ribout, lui, dès le premier jour, déclara la maladie mortelle. Treize jours après, Mme Ribout rendait le dernier soupir au milieu de souffrances terribles.

Quelques jours après l'enterrement — certains disent le lendemain — Ribout demanda aux parents de Lucie Quiot la main de leur fille. Quatre mois plus tard l'époux s'accomplirent.

Mais la mère de la morte soupçonnait Ribout d'avoir empoisonné sa fille. Un ouvrier du fleuriste, que le hasard lui fit rencontrer, lui raconta que pendant la maladie de sa fille, Ribout l'avait chargé de faire exécuter chez un pharmacien une ordonnance que celui-ci avait refusé de lui donner. Elle prescrivait un gramme de colchicine, poison très dangereux et dont la quantité suffisait à tuer plusieurs personnes.

Mme David donna Ribout au parquet. Le fleuriste fut arrêté.

Ribout lui a avoué empoisonné sa femme. Il se contenta de lui avoir rédigé l'ordonnance et l'avoir signé du faux nom de Quiot. Mais il affirma n'avoir demandé ce poison que pour faire des essais de teinture.

Les explications de Ribout et les conclusions des médecins experts allaient décider le juge d'instruction à rendre une ordonnance de non-lieu, lorsqu'un incident se produisit, incident qui amène aujourd'hui Ribout sur les bancs des assises.

Ribout n'avait pas voulu être en cellule. Il confia à un de ses co-détenus sur le point d'être libéré une lettre pour Lucie Quiot, sa femme. Cet individu, nommé Stofs, ne fit pas la commission lui-même. Ce fut un autre

tré drôle, nommé Touzet, sorte d'homme d'affaires marron, qui s'en chargea. Mais avant de remettre la lettre, Touzet en prit connaissance. La jugeant compromettante pour les époux Ribout, il se livra envers Lucie Quiot (Mme Ribout) à d'odieuses manœuvres de chantage. Mme Ribout fit arrêter Touzet. Ce misérable affirma avoir en sa possession la lettre écrite par Ribout. Touzet fut condamné à cinq années de prison, maximum de la peine, pour ses tentatives de chantage. Mais le parquet refusa la lettre, la fit expertiser, et les calligraphes experts déclarèrent qu'elle est bien de la main de Ribout. C'est donc sur cette lettre que repose toute l'affaire. Ribout, lui, nie l'avoir écrite.

Me Demange prête à Ribout l'appui de son grand talent. La cause est une des plus belles que le brillant avocat ait jamais eu à plaider. L'accusation n'a pu trouver d'autre mobile à l'empoisonnement que l'amour.

Cette affaire est d'autant plus intéressante et l'accusé d'autant plus sympathique, si l'on peut employer ce mot, que la cupidité n'y est pour rien.

On peut l'employer également contre les blaireaux, fous, etc.

Quant au lapin, on veut bien le chasser de son terrier, mais non l'empoisonner.

Pour cet effet, on a préparé une fusée crépitante qui effraie le lapin et le force à sortir du terrier.

On peut, alors, soit le tirer, soit le prendre dans des collets.

Victor Hugo, *Œuvres complètes*. Édition in-8 cavalier, ne varietur — en vente à la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris. — Cette magnifique édition qui vient d'être terminée, forme 46 beaux volumes à 7 fr. 50, qui sont livrés immédiatement, moyennant paiement de 10 francs par mois.

On peut l'employer également contre les blaireaux, fous, etc.

Quant au lapin, on veut bien le chasser de son terrier, mais non l'empoisonner.

Pour cet effet, on a préparé une fusée crépitante qui effraie le lapin et le force à sortir du terrier.

On peut, alors, soit le tirer, soit le prendre dans des collets.

Victor Hugo, *Œuvres complètes*. Édition in-8 cavalier, ne varietur — en vente à la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris. — Cette magnifique édition qui vient d'être terminée, forme 46 beaux volumes à 7 fr. 50, qui sont livrés immédiatement, moyennant paiement de 10 francs par mois.

On peut l'employer également contre les blaireaux, fous, etc.

Quant au lapin, on veut bien le chasser de son terrier, mais non l'empoisonner.

Pour cet effet, on a préparé une fusée crépitante qui effraie le lapin et le force à sortir du terrier.

On peut, alors, soit le tirer, soit le prendre dans des collets.

Victor Hugo, *Œuvres complètes*. Édition in-8 cavalier, ne varietur — en vente à la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris. — Cette magnifique édition qui vient d'être terminée, forme 46 beaux volumes à 7 fr. 50, qui sont livrés immédiatement, moyennant paiement de 10 francs par mois.

On peut l'employer également contre les blaireaux, fous, etc.

Quant au lapin, on veut bien le chasser de son terrier, mais non l'empoisonner.

Pour cet effet, on a préparé une fusée crépitante qui effraie le lapin et le force à sortir du terrier.

On peut, alors, soit le tirer, soit le prendre dans des collets.

Victor Hugo, *Œuvres complètes*. Édition in-8 cavalier, ne varietur — en vente à la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris. — Cette magnifique édition qui vient d'être terminée, forme 46 beaux volumes à 7 fr. 50, qui sont livrés immédiatement, moyennant paiement de 10 francs par mois.

On peut l'employer également contre les blaireaux, fous, etc.

Quant au lapin, on veut bien le chasser de son terrier, mais non l'empoisonner.

Pour cet effet, on a préparé une fusée crépitante qui effraie le lapin et le force à sortir du terrier.

On peut, alors, soit le tirer, soit le prendre dans des collets.

Victor Hugo, *Œuvres complètes*. Édition in-8 cavalier, ne varietur — en vente à la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris. — Cette magnifique édition qui vient d'être terminée, forme 46 beaux volumes à 7 fr. 50, qui sont livrés immédiatement, moyennant paiement de 10 francs par mois.

On peut l'employer également contre les blaireaux, fous, etc.

Quant au lapin, on veut bien le chasser de son terrier, mais non l'empoisonner.

Pour cet effet, on a préparé une fusée crépitante qui effraie le lapin et le force à sortir du terrier.

On peut, alors, soit le tirer, soit le prendre dans des collets.

Victor Hugo, *Œuvres complètes*. Édition in-8 cavalier, ne varietur — en vente à la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris. — Cette magnifique édition qui vient d'être terminée, forme 46 beaux volumes à 7 fr. 50, qui sont livrés immédiatement, moyennant paiement de 10 francs par mois.

On peut l'employer également contre les blaireaux, fous, etc.

Quant au lapin, on veut bien le chasser de son terrier, mais non l'empoisonner.

Pour cet effet, on a préparé une fusée crépitante qui effraie le lapin et le force à sortir du terrier.

On peut, alors, soit le tirer, soit le prendre dans des collets.

Victor Hugo, *Œuvres complètes*. Édition in-8 cavalier, ne varietur — en vente à la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris. — Cette magnifique édition qui vient d'être terminée, forme 46 beaux volumes à 7 fr. 50, qui sont livrés immédiatement, moyennant paiement de 10 francs par mois.

On peut l'employer également contre les blaireaux, fous, etc.

Quant au lapin, on veut bien le chasser de son terrier, mais non l'empoisonner.

Pour cet effet, on a préparé une fusée crépitante qui effraie le lapin et le force à sortir du terrier.

Victor Hugo, *Œuvres complètes*. Édition in-8 cavalier, ne varietur — en vente à la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris. — Cette magnifique édition qui vient d'être terminée, forme 46 beaux volumes à 7 fr. 50, qui sont livrés immédiatement, moyennant paiement de 10 francs par mois.

On peut l'employer également contre les blaireaux, fous, etc.

Quant au lapin, on veut bien le chasser de son terrier, mais non l'empoisonner.

Pour cet effet, on a préparé une fusée crépitante qui effraie le lapin et le force à sortir du terrier.

On peut, alors, soit le tirer, soit le prendre dans des collets.

Victor Hugo, *Œuvres complètes*. Édition in-8 cavalier, ne varietur — en vente à la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris. — Cette magnifique édition qui vient d'être terminée, forme 46 beaux volumes à 7 fr. 50, qui sont livrés immédiatement, moyennant paiement de 10 francs par mois.

On peut l'employer également contre les blaireaux, fous, etc.

Quant au lapin, on veut bien le chasser de son terrier, mais non l'empoisonner.

Pour cet effet, on a préparé une fusée crépitante qui effraie le lapin et le force à sortir du terrier.

On peut, alors, soit le tirer, soit le prendre dans des collets.

Victor Hugo, *Œuvres complètes*. Édition in-8 cavalier, ne varietur — en vente à la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris. — Cette magnifique édition qui vient d'être terminée, forme 46 beaux volumes à 7 fr. 50, qui sont livrés immédiatement, moyennant paiement de 10 francs par mois.

On peut l'employer également contre les blaireaux, fous, etc.

Quant au lapin, on veut bien le chasser

